



Déclaration de la FSU 91 au CTSD du 6 septembre 2021

Cette rentrée est malheureusement à nouveau marquée par la crise sanitaire.

Les 18 derniers mois ont souligné l'importance de la nécessité d'un plan d'urgence pour l'École, revendiqué par la FSU. Il n'en est malheureusement rien !

Aucune mesure ministérielle pour améliorer les conditions de travail des élèves et des personnels, la publication tardive et non concertée du protocole ministériel, l'impasse sur des mesures indispensables : non brassage systématique, absence d'une véritable stratégie de dépistage, équipements des locaux en détecteurs CO2 et travaux pour améliorer l'aération...

Aucun plan de titularisation des personnels précaires, un manque cruel de postes supplémentaires pour mettre un enseignant devant toutes les classes, assurer les remplacements et alléger les effectifs par classe et accompagner les élèves...

Le président de la République est à l'unisson avec son ministre et les annonces de Marseille sont l'illustration du pire à venir pour le service d'éducation. Plutôt que de se concentrer sur l'essentiel, la qualité des lieux d'enseignement que la République doit à ces enfants, le président s'engage dans une fuite managériale qui a fait des dégâts partout et n'a nulle part fait la preuve de son efficacité.

La situation de Marseille est l'exemple même de ce que la négligence et les orientations politiques des collectivités peuvent produire. Qu'à cela ne tienne, donnons aussi à ces collectivités le contrôle du fonctionnement de l'école, abandonnons le cadre national pour lui substituer un cadre local soumis aux petites et grandes misères des ambitions politiques, aux enjeux de pouvoir locaux et aux mesquineries individuelles.

Nous vivons également dans un monde où l'effacement de l'intérêt général et des services publics devient la condition impérative pour fournir des liquidités sans limites aux marchés financiers qui ne jouent plus que leur propre partition et leurs propres finalités au détriment de leur rôle initial de soutien de l'économie réelle et des investissements nécessaires à la nation. La baisse des impôts et l'endettement des états sont les outils qui alimentent ce foyer et qui permettent de justifier les régressions sociales à venir.

Le recours aux contractuels qui compensait le manque d'enseignants n'est même pas reconduit cette année. Nous abordons cette rentrée sans aucune réserve de personnels.

De nombreux collègues dénoncent leur changement d'affectation inopiné à la rentrée alors qu'ils s'étaient déjà organisés et avaient préparé consciencieusement leur rentrée. Certains sont exaspérés, dégoûtés devant un tel mépris de l'administration. Une directrice déclare : « Le bénéfice des congés d'été est déjà épuisé après deux jours de reprise ! »

Plusieurs NT1 se retrouvent devant des classes ULIS sans aucune formation et surtout sans être volontaires. Monsieur le Directeur Académique, au vu de l'attractivité décroissante du métier, peut-on se permettre de les mettre en difficulté et essayer encore de nouvelles démissions ?

Dans ces conditions comment débiter sereinement cette rentrée ?

Sur le terrain, le manque de moyens de remplacement suscite de la colère et de l'exaspération chez les enseignants. Aucune réponse de la hiérarchie face à cette situation. Ou plutôt, si, une réponse : nous n'avons pas les moyens.

Ne parlons pas des moyens matériels avec lesquels les collègues commencent l'année : pas de masque, pas de gel hydroalcoolique, pas de test. Exagérions-nous, si nous demandions des capteurs de CO2 ou pire des purificateurs d'air ? Comment notre ministre peut-il ne pas mettre tout en place pour protéger ses personnels mais aussi les enfants et leur famille ? Quel manque de considération !

Ce sera encore la conscience professionnelle des collègues qui permettra de faire fonctionner le service public d'éducation puisque même s'ils sont dans le désarroi, ils tiennent le système à bout de bras. Et, eux non plus, Monsieur le Directeur Académique n'ont pas les moyens, et, confrontés aux réalités du terrain, en premières lignes, ils assurent néanmoins leurs missions.

Tous, dénoncent : un sentiment de mépris, parfois de la colère, souvent de l'exaspération et du dégoût...

Le mépris ministériel récurrent se traduit également dans les revalorisations salariales actées ou proposées. Elles laissent un goût amer aux personnels alors que leurs attentes étaient fortes. La prime d'attractivité est loin d'être satisfaisante en termes de montant et de forme (indemnitaires et non indiciaires) et discriminante car laissant de très nombreux·ses collègues sans perspective d'augmentation.

La COVID a permis de repousser très loin les limites de l'acceptabilité alors que les réformes austéritaires et managériales se poursuivent...

Depuis de nombreuses années les services publics en général et l'éducation en particulier sont remis en cause, attaqués et soumis à des régimes de plus en plus austéritaires.

La cure continue dans le monde de l'éducation avec toujours la même constante : **faire toujours plus avec toujours moins !** Pour répondre à ce dogme, le ministre avance sans cesse ses pions et poursuit son délire managérial : transformation du rôle du directeur d'école primaire en supérieur hiérarchique, auto-évaluation des établissements du secondaire...

Actuellement l'Éducation prioritaire, laboratoire managérial, expérimente des formes de gestion qui pourraient rapidement se généraliser : postes à profils, contractualisation de moyens suivant la validation de projets d'établissements en REP, part modulable de la prime REP+ attribuée suivant des objectifs fixés par la hiérarchie...

Lors de son déplacement à Marseille, le Président de la république s'est livré à une véritable provocation en reprenant à son compte les refrains libéraux de transformation de l'école primaire.

Loin du nécessaire plan d'investissement attendu dans le bâti pour la rénovation d'écoles marseillaises délabrées, Emmanuel Macron entend donc dénaturer profondément le fonctionnement actuel de l'école publique. Ainsi les enseignantes et enseignants des quartiers difficiles de Marseille ne seraient pas « motivés » et devraient être « recrutés » par les directeurs d'école !

Le fonctionnement de l'école a besoin de directrices et directeurs dont les tâches sont allégées et recentrées sur l'animation et la coordination de l'équipe pédagogique, d'aide administrative et de temps de décharge suffisant.

Cette annonce présidentielle opportuniste lance de la plus mauvaise des façons le débat sur l'école dans la campagne présidentielle. Elle coïncide également avec le second passage au parlement programmé en septembre de la proposition de loi Rilhac, téléguidée par le ministère et largement rejetée par la profession enseignante.

Pour revenir à l'ordre du jour de ce CTSD, le nombre de postes resté vacants à l'issue du mouvement définitif ne semble pas inquiéter notre hiérarchie, pourtant nos collègues (directeurs-trices, CPC, ULIS, enseignants référents, PsyEN...) déplorent des conditions de travail extrêmement dégradées et aucune prise en compte des difficultés qu'ils rencontrent sur le terrain ! Oui, nous le réaffirmons, haut et fort : Il y a du mépris et un manque de reconnaissance envers le personnel qui tient à bout de bras « notre école » au détriment de leur santé, mais pour combien de temps encore !!!

Malgré cette crise sans précédent et l'état de fatigue et de lassitude extrême des personnels, **il est toujours hors de question de créer des postes à hauteur des besoins et d'augmenter de manière générale les salaires !** Le point d'indice est gelé depuis des années et la dite « revalorisation » présentée par Blanquer n'est qu'une vaste mascarade qui touchera une minorité de collègues !

En ce qui concerne les élèves, grandes victimes de cette crise, le ministère poursuit sa politique d'« évaluationnite » aiguë dès le plus jeune âge jusqu'au bac : l'école émancipatrice est tellement loin... Et comme si cela ne suffisait pas le ministère poursuit sa croisade idéologique contre les pauvres et les dominé-es : sous prétexte de campagne pour promouvoir la laïcité il met en scène une série de clichés racistes et colonialistes. La guerre aux pauvres se poursuit également dans la communication

lorsque Blanquer évoque l'allocation de rentrée scolaire : la macronie n'hésitant pas à jeter la suspicion sur les allocataires susceptibles de se servir de cet argent pour s'équiper d'écran plats.

La FSU mobilisera les personnels pour mettre en échec la politique macroniste de destruction des services publics de ce gouvernement ainsi que la politique de destruction massive de l'École orchestrée par Jean-Michel Blanquer. La grève du 23 septembre en sera une occasion et permettra également de poser la nécessité d'un tout autre projet pour le service public d'éducation.

